

Immigration. Le Réseau d'éducation sans frontières de Sète Bassin de Thau tire la sonnette d'alarme.

Trois grévistes de la faim au centre de rétention

■ Actuellement trois hommes sont en grève de la faim au centre de rétention administrative (CRA) de Sète.

Ahmed Benghelima et Ahmed Benhouari, tous deux ressortissants algériens arrivés en France il y a douze ans et arrêtés lors d'un contrôle d'identité à Montpellier, refusent de s'alimenter depuis 18 jours. Quant à Ahmed Chenafa, lui aussi originaire d'Algérie, sur le territoire depuis 8 ans et installé à Béziers où il a travaillé un temps déclaré, il décline toute nourriture depuis 13 jours. A noter que ce dernier souffre d'une hernie discale depuis 8 mois.

« Bien que combattifs, ces trois hommes sont très affaiblis physiquement, alerte Joe Dasnières militante du Réseau d'éducation sans frontières (RESF). Ils refusent tout suivi médical. »

« Ils sont prêts à aller jusqu'à la mort », ajoute Rose Blin-Mioch. Face à l'urgence, le RESF, qui effectue des visites hebdomadaires au CRA depuis un an et demi, a augmenté la fréquence la semaine dernière. Deux militants se relaient ainsi chaque jour auprès des grévistes de la faim et des retenus qui le demandent.

« Tous les citoyens peuvent faire cette démarche, précise Rose Blin-Mioch. Il suffit qu'ils se munissent de leur carte d'identité et fournissent le nom d'un retenu. Des noms que nous pouvons leur communiquer. »

Concernant les trois hommes en grève de la faim, dont les demandes de carte de séjour ont été refusées, le RESF essaie actuellement de contacter leurs proches pour créer des collectifs de soutien et engager des actions. Le réseau invite également les personnes qui se sont mobilisées pour d'autres retenus, comme dernièrement M. Hajaji, à se manifester.

« Aujourd'hui, le CRA est plein (25



Près de cent personnes ont manifesté contre l'enfermement des étrangers et notamment des enfants le 31 mars dernier à l'appel du RESF, devant le CRA de Sète, quai François Maillol.

retenus pour 26 places), témoigne Rose Blin-Mioch. Pourquoi ? Car la France, fabrique des clandestins. Avec les lois toujours plus restrictives promulguées ces dernières années, il devient impossible d'être régularisé ou d'obtenir un droit d'asile. »

« Le gouvernement de Nicolas Sarkozy multiplie les accords bilatéraux avec d'autres pays comme l'Algérie, le Sénégal ou les anciennes colonies avec un seul objectif : gérer les flux migratoires, en occultant la dimension humaine », renchérit Joe Dasnière.

La réalité des flux migratoires

Mais qu'en est-il vraiment de ces flux migratoires que la droite et

l'extrême droite brandissent pour attiser les peurs et la haine ? Selon un audit réalisé par Média-part, la France est le pays européen qui accueille le moins d'immigrés : 167 500 en 2008, contre 391 000 en Espagne, 424 700 en Italie, 347 000 au Royaume-Uni et 228 000 en Allemagne. Autre chiffre éloquent : le solde migratoire sur l'Hexagone (ratio entre les entrées et les sorties) est de 100 000 personnes, soit 0,27% de la population. Pas de quoi se sentir envahi...

A l'inverse, entre 2 et 3 millions de Français vivent à l'étranger... et pas dans des centres de rétention.

« Personne ne devrait être au CRA,

enfoncent les militantes du RESF. Les étrangers ne sont pas des criminels. Ce sont des gens comme tout le monde, qui ont souvent un bon niveau d'études. Les régulariser les amènerait au droit partagé et n'enlèverait rien aux travailleurs français. »

Juste du bon sens...

EMMANUELLE STANGE

▲ Pour plus de renseignements, contacter le RESF au 06 10 29 17 77 ou sur Internet : resf34sete-bassinsethau@placeauxdroits.net

▲ A noter que le réseau se réunira les 2 et 9 mai à 18h, à la Bourse du Travail, 16 rue Jean Jaurès, tél : 04 67 74 77 04.